Adapter l'école ou construire tout autre chose ?

Bernard Delvaux

chercheur au Girsef (UCL) et animateur du groupe « Tout Autre École »

Colloque « L'école de demain »

organisé par le PS et l'IEV dans le cadre du Chantier des idées

14 mai 2016

Des appels à changer l'école, mais des discours variés

La prise de conscience de nécessaires changements dans le système éducatif n'a peut-être jamais été aussi forte qu'aujourd'hui. En raison des mauvais classements internationaux, sans doute. Mais plus profondément en raison du décalage croissant entre la vieille forme scolaire et son environnement sociétal. Un décalage qui se manifeste notamment par le désengagement croissant des élèves, auquel les équipes éducatives tentent de répondre comme elles le peuvent.

Plus profondément encore, l'appel au changement est lié à la révolution numérique dont l'impact sur les structures sociétales est aussi puissant que celles provoquées jadis par l'invention de l'imprimerie. Internet est en effet une catastrophe, non pas dans l'absolu mais pour les institutions qui ont occupé une place centrale durant la modernité. C'est notamment une catastrophe pour l'institution scolaire. Car la révolution numérique bouleverse ce qui constitue le cœur de l'action éducative, à savoir la transmission de connaissances, de valeurs et de compétences. Elle fragilise aussi la légitimité des enseignants et des contenus qu'ils enseignent.

Il faut donc changer l'école, entend-on dire de toutes parts. Mais les personnes qui adoptent un tel discours ne proposent pas toutes les mêmes pistes, loin s'en faut. Elles ne sont pas d'accord sur ce qui justifie la nécessité de changer. Elles ne le sont pas davantage sur la direction à prendre. Et sur ce dernier point, les désaccords concernent non seulement le choix de nouvelles structures et de nouveaux dispositifs à mettre en place, mais aussi les finalités. (Quel type d'êtres humains voulons-nous faire grandir à travers l'école ? A quel type de société voulons-nous que l'école contribue ?) A ces questions, les réponses sont multiples, quand elles ne sont pas absentes chez ceux qui ne se préoccupent que d'efficacité.

Je vais donc tenter de cartographier les discours de changement en les plaçant sur un schéma à deux dimensions. La première dimension concerne la forme d'éducation qui devrait prévaloir à l'école. La seconde a trait aux finalités poursuivies.

Quelle forme d'éducation ?

La première dimension, que je place à l'horizontale de mon graphique, est construite sur la base des réponses à deux questions essentielles : apprendre comment ? apprendre dans quels collectifs d'apprentissage ?

En fonction d'elles, on peut distinguer : à gauche, les acteurs qui restent accrochés à la forme scolaire ; à droite, ceux qui veulent s'en émanciper, parfois dans des directions variées.

Mais qu'est-ce que la forme scolaire ? C'est un mode d'éducation parmi d'autres, qui s'est constitué puis s'est déployé dans certaines circonstances historiques, notamment en rupture avec le compagnonnage et l'apprentissage sur le tas. Plus précisément, le concept de forme scolaire désigne les traits essentiels qui survivent au-delà de changements plus superficiels ayant affecté l'école au cours des siècles. De fait, l'école de 2015 ne ressemble pas vraiment à l'école de 1850. Et pourtant, dans les écoles du XIX^e siècle comme dans celles d'aujourd'hui, certains traits restent constants. Ce sont ces traits stables que résume le concept de forme scolaire.

Quels sont ces traits ? Pour faire court, la forme scolaire se caractérise notamment par :

- la clôture de l'école par rapport à son environnement ;
- la séparation de l'apprendre et du faire (en opposition au compagnonnage) ;
- la rationalisation et la planification des apprentissages ;
- des itinéraires identiques imposés à tous ceux qui suivent un même type de formation ;
- un séquençage de cet itinéraire avec ses classes homogènes, ses évaluations, ses redoublements ;
- un maître guide qui entraîne son disciple sur un chemin qu'il a déjà tracé et sur lequel il le précède toujours ;
- une transmission intergénérationnelle plutôt qu'entre pairs.

Je distinguerai donc, sur ce premier axe de classement des discours : ceux qui continuent à s'inscrire dans le cadre de la forme scolaire ; et ceux qui veulent rompre avec cette forme. Ces derniers tentent de penser une école avec, notamment, des parcours moins prescrits, une démarche reposant davantage sur les questions et intérêts des apprenants, une plus grande ouverture à des éducateurs hors école, un apprentissage plus étroitement associé à un agir qui fasse sens pour l'élève, la fin de l'évaluationnisme, cette incessante mesure des écarts entre l'acquis et les normes (et des classements et sélections qui vont avec), le mélange des classes d'âge, des collectifs d'apprentissage plutôt que des classes se réduisant à des collections d'apprenants, etc.

Une école pour quelle société ?

L'autre dimension permettant de situer les discours sur l'école concerne les finalités de l'école. Le positionnement sur cet axe dépend des réponses à deux questions essentielles : apprendre

quoi (quels langages, savoirs, compétences, valeurs, rapports à autrui et à soi ?) ; apprendre pour quoi (pour faire grandir quel type d'être humain et contribuer à quel type de société ?) ?

Sur cet axe, que je place verticalement sur mon graphique, on peut distinguer : en bas, les discours de changement implicitement ou explicitement soucieux que l'école contribue à la reproduction des traits essentiels du modèle sociétal en vigueur ; en haut, les discours invitant l'école à semer les graines d'une tout autre société, dont les contours peuvent être variés selon les acteurs.

Pour parvenir à situer les discours sur cet axe, il faut d'abord énoncer les traits essentiels de notre société où se combinent néo-libéralisme et capitalisme. L'un de ces traits est la perte d'emprise collective sur notre histoire commune. Dans cette période de l'histoire qu'on pourrait qualifier de modernité avancée, notre société accélérée et globalisée ne semble plus avoir la maîtrise d'elle-même. Nous avons beaucoup perdu de notre capacité collective à orienter notre destin commun. Notre pouvoir collectif, qui s'incarne notamment dans les institutions de décision politique, est devenu largement impuissant. Il se limite de plus en plus à mettre de l'huile dans les rouages et à contenir les excès d'un système hyper-complexe qui tend de plus en plus à s'autoréguler. Un système nous emportant tous dans une logique qui nous dépasse et dépasse même les acteurs les plus puissants, certes capables de jouer de plus gros coups que les autres mais pourtant jamais sûrs des conséquences de leur coup. Dans cette société de la modernité avancée, le politique avec un grand P peine à reprendre la main et à fonder sa légitimité sur de nouvelles manières de délibérer démocratiquement et collectivement.

Ce qui domine et oriente le système sociétal actuel, ce sont les trois logiques décrites dans le Manifeste pour une tout autre école : la compétition (à l'opposé de la solidarité), l'individualisme (qui incite chacun à tirer son épingle du jeu plutôt qu'à changer collectivement les règles du jeu), et l'utilitarisme (à l'opposé de la recherche de sens). Des traits que ressemblent à ceux de l'*homo economicus* de la théorie classique.

C'est en me basant sur cette définition de la société contemporaine que je classe les discours du changement sur le second axe de mon graphique. D'un côté, les discours qui promeuvent ou ne remettent pas en cause ces logiques. De l'autre, ceux qui, au contraire, les remettent en question, dans des directions variées, certains pour dissoudre l'individu dans des communautés totalisantes, fermées et sécurisantes, d'autres pour tenter de combiner les aspirations à l'individualité sans verser dans l'individualisme et la compétition, ni dans le repli communautaire, douillet mais étouffant.

Quatre positionnements types... et un cinquième

A l'aide des deux axes ainsi définis, nous sommes en mesure de positionner les divers discours de changement. Sur chacun des axes, il y a donc une position de stabilité (de conservatisme, pourrait-on dire) et une position de changement (avec, dans ce derniers cas, plusieurs scénarios possibles).

Le croisement des axes définit quatre quadrants. Il est en effet théoriquement possible d'être conservateur sur un axe et « révolutionnaire » sur l'autre. Mais il faut d'abord être conscient qu'à cette période de l'histoire, il est très difficile de tenir dans les faits une position qui ne soit pas médiane, au croisement des deux axes. Quand le politique est impuissant ou laxiste, quand il ne peut ou ne veut pas choisir, il se retrouve au centre du graphique, mais pas du tout au centre du jeu car il abandonne l'initiative aux multiples acteurs éducatifs.

Et ceux-ci prennent des initiatives extrêmement diverses surtout lorsque, comme aujourd'hui, l'institution scolaire a perdu de sa pertinence et de son efficacité. Les opérateurs qui composaient l'institution scolaire se différencient alors de plus en plus, chacun étant à la recherche de réponse adaptées à leurs défis locaux, qui varient notamment en raison des publics très ségrégués. Parallèlement, de nouveaux acteurs externes à l'école entrent dans le champ de l'éducation, jusqu'alors dominé par l'institution scolaire. Comme, dans ce scénario, le politique renonce à se placer ailleurs qu'au centre du graphique, les opérateurs anciens et nouveaux occupent toutes les positions imaginables. Ils se disséminent dans le graphique. Ils forment un nuage de points très dispersés. Certains de ces anciens et nouveaux opérateurs optent pour l'école traditionnelle, tandis que d'autres choisissent des formes d'éducation novatrices. Et certains se donnent pour objectif de former de bons compétiteurs alors que d'autres veulent former des poètes, des citoyens ou des révolutionnaires. L'offre éducative devient au marché très diversifié où le consommateur d'éducation peut faire son choix. Raison pour laquelle j'appelle ce scénario la « dispersion à tous vents » de l'institution scolaire.

C'est ce scénario qui tient actuellement la corde, à cause des bouleversements contextuels qui fragilise les institutions en place et oblige les opérateurs à réagir face aux défis que ne prend pas en charge l'institution affaiblie, et d'un pouvoir politique menant une politique adaptative plus que programmatique.

La critique peut paraître virulente et certains d'entre vous la trouveront injuste. Pour l'atténuer, reconnaissons sincèrement que, pour les politiques d'aujourd'hui, qui incarnent ou devraient incarner notre capacité collective à orienter notre destin, il est extrêmement difficile de se situer ailleurs qu'au centre du graphique, vu le contexte de profonde transformation sociétale et les règles du jeu politique. Pour donner de cette difficulté une représentation plus parlante, imaginons que les deux axes du graphique s'incurvent, créant ainsi une troisième dimension, et formant une sorte de corbeille dont les extrémités des axes constituent les bords supérieurs et dont le croisement des axes constitue le centre mais aussi le fond. Dans une telle corbeille, on comprendra qu'il n'est pas facile de faire monter une bille « politique » sur les bords et de l'y maintenir plus longtemps qu'un discours, qu'une campagne électorale ou qu'une période d'opposition.

Où se situe le Pacte en chantier ?

Admettons que le Pacte soit une tentative pour rassembler les opérateurs atomisés en une bille plus ou moins homogène et pour pousser cette bille hors de ce fond de corbeille où elle tend naturellement à revenir. Mais dans quelle direction pousse-t-on la bille ?

Le terme de pacte pour un enseignement d'excellence donne déjà pas mal d'indications. Le terme excellence, notamment, stimule surtout l'imaginaire des managers et des compétiteurs en s'alignant sur la logique de la compétition et de la mesure, et sur la logique d'utilitarisme, puisque la finalité se résume à être les meilleurs (mais en quoi ?). Une analyse plus fine des textes jusqu'ici produits durant le processus tend à confirmer ce premier diagnostic.

Je pense en effet que le Pacte tend vers une position doublement conservatrice. Il opte pour la conservation d'une forme scolaire vieillie, sur le premier des axes, même s'il n'est pas fermé à quelques « ravalements de façade ». Sur l'autre axe, il est plus proche de la reproduction que de la transformation des logiques sociétales actuelles. Certes, il est soucieux de mettre de l'huile dans les rouages (plus d'efficacité) et de contenir les excès du modèle sociétal (pas trop d'inégalités). Mais le Pacte s'inscrit dans un projet politique plus vaste qui consiste à tempérer sans vraiment endiguer la compétition entre les membres de la communauté ; et à assurer le positionnement compétitif externe de la communauté (pour que la manne à répartir ne soit pas trop maigre et permette de maintenir les écarts internes à un niveau acceptable).

Il n'y a pas de véritable projet d'égalisation des positions post-scolaires (ou d'égal reconnaissance et d'égal pouvoir entre personnes occupant des fonctions différentes), ni d'affirmation forte d'un projet de société axé sur la solidarité, l'émancipation et la maîtrise collective de notre destin.

Je pense que ces options constituent des erreurs et qu'il faut prendre leur contrepied en passant du cadran inférieur gauche du graphique au quadrant supérieur droit.

S'émanciper de la forme scolaire plutôt que la préserver

Balayons rapidement l'option « quadrant supérieur gauche », à la fois peu réaliste (par son obstination à maintenir la forme scolaire) et non désirable (par le type de société qu'elle promeut) car si ce type de discours adopte sur l'axe vertical une position de rupture, c'est plutôt pour privilégier un scénario régressif vers une société pré-moderne, moins ouverte, et aussi moins libérale au sens originel du terme. Une société qui laisse moins de place aux individualités et les dissout dans la communauté.

Ceux qui tiennent un tel discours sont – heureusement – peu nombreux. Mais ils partagent avec le processus du Pacte leur option favorable à la forme scolaire.

Pourquoi faut-il, selon moi, ne pas retenir cette dernière option même si certains pensent que cette forme scolaire est un élément de résistance à la société néo-libérale, par exemple du fait de sa capacité à préserver dans cette société hyper-accélérée et envahie d'informations un îlot de décélération où l'on peut construire patiemment les savoirs qui importent vraiment, plutôt que de butiner d'un savoir superficiel à l'autre.

Parce que préserver la forme scolaire ne paraît pas pertinent et surtout pas réaliste. Sur cet axe, je pense en effet qu'il n'y a pas d'autre choix que de s'adapter à la révolution numérique. Or, cette révolution est fondamentalement incompatible avec la forme scolaire. On ne peut plus raisonnablement penser imposer à l'école des parcours uniformes, une sélection légitime

des savoirs qui comptent et de ceux qui ne comptent pas, un maître guide plutôt qu'accompagnant et animateur, une école clôture, un apprentissage autant séparé de l'agir, etc.

Raison pour laquelle je qualifie la posture consistant à vouloir maintenir la forme scolaire d'acharnement thérapeutique. Un combat perdu d'avance, en quelque sorte.

J'invite donc à quitter les deux quadrants gauches du graphique.

Transformer le modèle sociétal plutôt que le reproduire

Mais dans la partie droite du graphique, il y a deux quadrants. Se mouvoir vers cette partie droite, c'est donc prendre le risque de verser dans le quadrant inférieur qu'à mes yeux il faut éviter. S'il me semble donc nécessaire de nous adapter à la révolution numérique, le défi est de le faire sans perdre de vue l'enjeu du positionnement sur le second axe. Car ceux qui veulent abandonner la forme scolaire le font pour des raisons diverses.

Certains revendiquent ce changement au nom de l'adaptation au modèle néo-libéral. A leurs yeux, promouvoir une forme éducative plus souple, ouverte, coopérative, etc, se justifie avant tout par la nécessité de former des êtres humains capables de s'adapter aux exigences du capitalisme et de la compétition. Leur projet, conscient ou inconscient, c'est de former les êtres humains que réclame la machine sociétale. Les « nouvelles pédagogies » sont de fait utilisables à diverses fins et les meilleures intentions peuvent être récupérées par le système néo-libéral et capitaliste.

C'est notamment pour cela que certains hésitent à larguer les amarres de la forme scolaire, notamment parmi ceux qui font du combat contre les inégalités leur finalité première ou ceux qui craignent une soumission de l'école aux logiques d'autres secteurs (dans une perspective adéquationniste). C'est pour cela aussi qu'il ne faut s'engager dans le changement de forme qu'en ayant un programme institutionnel clairement orienté vers une société solidaire, égalitaire, démocratique, réjouissante, émancipatrice, ... Les 10 balises du mouvement Tout autre Chose.

Je me suis personnellement longtemps situé dans le quadrant inférieur gauche, comme les promoteurs du Pacte. J'ai adopté cette position dès le début de ma carrière de chercheur en éducation, au tout début des années nonante, quand j'ai co-signé le chapitre économique de la radioscopie de l'enseignement, et que je l'ai remise à un tout jeune ministre de l'éducation par la suite devenu – entre autres – premier ministre et président d'un parti. J'ai longtemps persisté dans cette voie et je retrouve d'ailleurs dans le projet de Pacte des idées que j'ai semées au long de ces années comme celles des bassins scolaires, de l'année sabbatique pour les enseignants ou d'un indice socio-économique plus individualisé.

J'ai commencé à changer de cap voici deux ans avec, d'abord, la rédaction de l'essai « Une tout Autre Ecole », puis mon investissement dans le mouvement citoyen Tout Autre Chose et plus particulièrement dans le groupe « Tout Autre École ». Un groupe qui vient de finaliser un Manifeste et qui veut rassembler ceux qui croient à une rupture de la forme scolaire (au nom

de la lutte pour le respect de l'individualité de l'apprenant), ceux qui veulent une rupture sociétale (et une école semant les graines d'une tout autre société) et ceux, insistant sur l'objectif d'égalité, croient encore aux vertus de la forme scolaire.

L'enjeu, de mon point de vue, c'est à la fois de réussir la rupture sociétale, qu'il faut vouloir politiquement, et la rupture de la forme, qui s'impose mais que l'on doit orienter intelligemment en fonction du projet politique.

Comment ? En faisant dialoguer les trois courants décrits ci-dessus. Car le courant en faveur de l'égalité peut aider à orienter dans la bonne direction les ruptures de forme éducative. Et les deux autres courants peuvent mettre au centre des débats la question du type d'homme et de société que l'on veut faire grandir à travers une tout autre école. Une société qui dépasse le projet d'égalité des chances ou des acquis de base, et vise une plus grande égalisation des reconnaissances et des pouvoirs des individus occupant des fonctions sociales variées.

Je l'ai dit, il est difficile de vouloir se situer ailleurs qu'au centre du graphique (et plus encore réussir à entraîner la société dans l'une de ces positions) et plus encore de faire rouler le bille dans le quadrant supérieur droit plutôt que, comme le Pacte, dans le quadrant inférieur gauche. C'est un travail de pionnier du long terme car il suppose un travail de fond sur les représentations et une rupture avec l'ordre social actuel.

Irréaliste ? Ce l'est déjà moins si quantité d'acteurs séduits par cet horizon quittent la posture réformiste de court terme, du type Pacte, pour s'engager dans une posture plus radicale de travail sur le long terme, du type Tout autre Ecole. Et si des alliances intersectorielles sont construites avec ceux qui veulent une Tout Autre Alimentation, une Tout Autre Economie, une Tout Autre Information, etc , et qui luttent tous contre les mêmes logiques de compétition, d'individualisme et d'utilitarisme.

Quels processus de changement ?

Notons que le processus de changement promu par Tout Autre Ecole ne diffère pas seulement du Pacte par ses finalités mais aussi par la manière dont il conçoit le processus de changement (de migration de la bille).

Le Pacte a renoncé dès le départ à dessiner l'horizon vers lequel faire tendre l'école. Comme le décret missions, il a opté pour la superposition d'objectifs disparates dont la hiérarchisation est laissée aux bons soins des acteurs locaux et des instances de toutes sortes qu'il institue. Bien qu'il affirme vouloir éviter la bureaucratie, il conçoit que le changement ne peut être réel que s'il y a des dispositifs de surveillance et de mesure. Ce qui démultiplie les rapports et instances. En fait, il utilise des stratégies de changement symétrique à la forme scolaire : reddition des comptes, mesures d'écart à la norme, remédiations des défailants,...

Une Tout Autre École parie sur l'importance capitale d'une définition des finalités (ses 30 pages aérées ne parlent que des finalités et de quelques grands principes ; elles définissent un horizon et une esquisse). Sur le premier axe de la forme scolaire, 6 principes pédagogiques et deux grands principes de composition des collectifs d'apprentissage. Sur le second axe du

modèle sociétal, cinq traits à faire grandir chez l'être humain en devenir. Et à la conjonction des deux axes, « apprendre quoi ? » qui concilie socle et choix. Tout Autre École conçoit que les personnes se reconnaissant dans le Manifeste sont en recherche, et juge essentiel de faire en sorte que, malgré leurs différences, ces personnes entrent dans un processus d'interactions mariant échanges de pratiques, solidarités et interpellations bienveillantes. Tout Autre École croit que c'est à travers ce processus de recherche collective qu'émergera peu à peu un nouveau modèle d'éducation se situant sans ambiguïté dans le quadrant supérieur droit du graphique et pouvant devenir la nouvelle institution éducative unifiée.

Les défis ne sont pas minces, car il n'est pas simple de passer par ce foisonnement d'initiatives locales tout en visant une nouvelle institution commune. Ni de laisser de la place à l'innovation sans promouvoir le marché. Mais il y a symétrie entre le processus de changement promu par Tout Autre École et la relation éducative qu'elle promeut. Il s'agit en effet d'instaurer d'abord un projet mobilisateur, un horizon désirable, de nommer ce vers quoi on veut tendre, d'esquisser à gros traits l'objectifs ; d'instaurer ensuite une dynamique de recherche et de dialogue entre ceux qu'attirent cet horizon ; et enfin de faire confiance à l'intelligence collective quand elle est canalisée par des dispositifs souples et, surtout, un esprit de projet.

Un tel changement prendra du temps ? Oui. C'est pourquoi il n'est plus temps de perdre du temps en aménagements mineurs. Je vous invite à travailler sur le long terme. A refaire du politique. Le Pacte n'est pas (suffisamment) cela. Tout Autre Chose et Tout Autre Ecole sont des mouvements ouverts. S'y investir n'est pas incompatible avec un engagement dans un parti...

Le Manifeste pour une tout autre école et des informations sur le mouvement sont disponibles sur <http://www.toutautrechose.be/une-tout-autre-ecole-parlons-en>